

Alors, monsieur l'Orateur, je voudrais dire au ministre des Finances que la barque financière du gouvernement du Canada est très mal orientée, à l'heure actuelle. Il est temps de l'orienter dans une autre direction, de trouver une nouvelle source de capitaux. Cessez d'aller toujours emprunter aux États-Unis pour développer nos industries, nos richesses naturelles. Nous les avons au Canada, nos richesses naturelles.

Alors, servons-nous de la Banque du Canada pour développer nos richesses naturelles et à ce moment-là, nous n'aurons pas toujours les difficultés que nous éprouvons aujourd'hui, difficultés de balance de paiement dues au fait que tous les profits s'en vont vers les États-Unis.

Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances devrait prendre en considération, maintenant qu'il a devant lui les problèmes, les solutions que nous avons préconisées depuis longtemps nous du Crédit social, et, en ce faisant, je suis convaincu qu'il n'aurait plus à faire face à de tels problèmes.

● (2.50 p.m.)

Nous rachetons nos obligations, tant mieux, nous ramenons chez nous nos capitaux. Mais, par ailleurs, le ministre des Finances devrait nous dire également où il va prendre l'argent pour racheter ces obligations canadiennes détenues par des citoyens américains.

Cela, le ministre des Finances ne le dit pas. Il dit le reste, mais le plus important, il ne le dit pas. C'est une déclaration encore à l'eau de rose qui camoufle, on ne sait trop quoi, des déclarations faites à moitié. On cherche, non pas à nous renseigner, mais à nous aveugler davantage.

LE CODE CRIMINEL

RESTRICTION DE L'USAGE DES ARMES À FEU

M. Fernand Leblanc (Laurier) demande à déposer le bill n° C-214 tendant à modifier le Code criminel (Usage des armes à feu).

Des voix: Expliquez-vous!

M. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, ce bill a pour but de restreindre l'usage des armes à feu. Le gouvernement fédéral se doit de collaborer avec toutes les forces policières du Canada et les institutions financières, afin d'enrayer la vague de crimes qui fait autant de victimes humaines que de victimes financières.

Il est évident que les ministères de la Justice provinciaux et fédéral doivent unir leurs efforts et collaborer le plus étroitement possible. La répression du crime devrait être

inscrite dans l'ordre des priorités des gouvernements, à tous les paliers.

(La motion est adoptée et le bill est lu pour la 1^{re} fois).

[Traduction]

LES NATIONS UNIES

LE CANADA ET L'ADMISSION DE LA CHINE CONTINENTALE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le premier ministre a prononcé en fin de semaine, à Toronto un discours sur les armes nucléaires. Entre autres, on a donné à ses paroles une interprétation tendant à lui faire dire que la Chine communiste doit être admise aux Nations Unies. Le premier ministre voudrait-il nous dire s'il s'agit en l'occurrence d'une décision du gouvernement? En outre, comme les Nations Unies doivent tenir leurs assises en septembre avant que le Parlement ait une autre occasion de discuter cette question, le premier ministre aurait-il l'obligeance de nous dire si le Canada a l'intention de voter aux Nations Unies en faveur de l'admission de la Chine communiste cette année?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je regrette de ne pas avoir en main le texte de mon discours, car je pourrais lire le passage où je disais qu'il serait désirable, voire indispensable, que le gouvernement communiste chinois soit représenté à toute conférence sur le désarmement si l'on voulait obtenir des résultats.

Je n'ai rien dit de l'admission de la Chine communiste aux Nations Unies. Cette question fera naturellement l'objet d'un examen, lors des prochaines assises de l'Assemblée, à la lumière des événements qui y surviendront et de la manière dont cette proposition sera présentée à l'Assemblée. Notre position à cet égard a été définie très clairement.

Le très hon. M. Diefenbaker: Si clairement que la seule interprétation des remarques du premier ministre que j'aie lue dans la presse, c'est que le gouvernement a l'intention de voter pour l'admission de la Chine communiste. Je demande maintenant au premier ministre si le gouvernement se propose vraiment d'agir ainsi, parce que les discours du premier ministre prêtent à équivoque à un point que je ne saurais décrire.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, les conclusions du très honorable représentant sont, comme il arrive souvent, tout à fait injustifiées, d'après le contexte de mon discours que je serai heureux de lui faire